

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-260-PC

Marseille, le

18 DEC. 2025

**Arrêté n°2025-260-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société KNAUF PLATRES FOS
(ex BUILDING MATERIALS GROUP) dans le cadre de l'exploitation de son usine de fabrication de
plaques de plâtre de Fos-sur-Mer**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises à déclaration sous la rubrique 2517 « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530 de la nomenclature des ICPE ;

- VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation, et plus particulièrement son article 26 bis ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 autorisant l'exploitation d'une installation de fabrication de plaques de plâtre par la société BUILDING MATERIALS GROUP sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 portant prescriptions complémentaires au titre des espèces et habitats protégés à l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 relatif à l'exploitation d'une installation de fabrication de plaques de plâtre par la société BUILDING MATERIALS GROUP, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 6 mai 2021, reçu le 8 juin 2021, relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site ;
- VU** la lettre préfectorale du 23 juillet 2021 actant la déclaration de modifications du 8 juin 2021 susvisée ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 25 octobre 2022, relatif à la création d'un stockage de gypse sur un terrain annexe au site de production ;
- VU** le dossier technique joint au porter-à-connaissance, intitulé « ECO-MED 2022 – porter-à-connaissance sur les enjeux faune et flore – création d'une zone de stockage de matériaux inertes – Building Materials Group Marseille – Fos-sur-Mer (13) – 109 p. », daté du 28 juillet 2022, complété par la note complémentaire intitulée « Éléments complémentaires au porter à connaissance » et réalisé par le bureau d'étude ECOMED, et les formulaires CERFA (n°13 614*01, n°13 616*01 et n°13 617*01) datés du 26 juin 2023 ;
- VU** le changement de dénomination sociale de la société BUILDING MATERIALS GROUP au profit de KNAUF PLATRES FOS (immatriculation au registre du commerce et des sociétés en date du 27 décembre 2022) ;
- VU** l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer du 9 février 2023 ;
- VU** l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du 10 mars 2023 ;

VU l'avis du service biodiversité, eau et paysage (SBEP) de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Provence-Alpes-Côte d'Azur du 27 février 2023, complété par courriel du 29 juin 2023 ;

VU le courriel de la société du 26 avril 2023, en réponse à l'avis du SDIS ;

VU les réponses de la société à l'avis du SBEP, transmises par courriels des 26 avril et 26 juin 2023 ;

VU le courriel de la société du 14 novembre 2023, relatif à la consommation d'eau sur le site ;

VU le courriel de la société du 20 novembre 2023, relatif aux rejets atmosphériques du site ;

VU le courriel de la société du 29 novembre 2023, relatif au risque foudre et aux modifications portant sur les rubriques 2520 et 2940 ;

VU le courriel de la société du 23 janvier 2024, relatif aux dispositions constructives ;

VU le tableau de récolement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé (rubrique 2940) transmis par le pétitionnaire par courriel du 14 février 2024 ;

VU les courriels de la société des 14 et 15 février 2024, relatifs à son positionnement vis-à-vis de la rubrique 1510 ;

VU la demande du SDIS concernant les dispositions constructives du bâtiment de production suite à l'analyse du tableau de récolement susvisé, par courriel du 14 juin 2024 ;

VU l'étude de flux thermiques (rapport n°2024.0020 du 30 septembre 2024) transmise par le pétitionnaire par courriel du 15 octobre 2024 ;

VU l'avis du SDIS du 29 janvier 2025 concernant cette étude de flux thermiques ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL du 5 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 susvisé, la société BUILDING MATERIALS GROUP est autorisée à exploiter une usine de fabrication de plaques de plâtre, sise route du quai minéralier, Caban Sud au sein de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer ;

CONSIDÉRANT le changement de dénomination sociale de la société au profit de KNAUF PLATRES FOS depuis le 27 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 25 octobre 2022, la société a porté à la connaissance du préfet un projet de modification des conditions d'exploitation de l'usine ;

CONSIDÉRANT que ce projet consiste en la création d'un stockage de gypse sur un terrain adjacent au site de production localisé sur la commune de Fos-sur-Mer, se traduisant par une extension géographique du site ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle activité relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ce projet, la société souhaite apporter les modifications suivantes :

- la mise en place d'un sprinklage « ESFR » sur le bâtiment de stockage des bobines et matériaux combustibles ;
- la réduction de la capacité de la réserve d'eau incendie ;
- l'adaptation des bassins de tamponnement des eaux pluviales ;
- la déviation de la roubine à l'Est du site ;
- la révision du zonage « ATEX » de l'atelier de stockage et dosage de l'amidon ;

CONSIDÉRANT que sur le volet « ICPE », ce projet ne génère pas d'impact supplémentaire en ce qui concerne les rejets d'eau, les émissions sonores et le trafic routier, mais qu'il nécessite d'augmenter la quantité autorisée d'eau potable ;

CONSIDÉRANT que lors de l'instruction, le pétitionnaire a signalé une erreur contenue dans son dossier sur la quantité autorisée pour la rubrique 2940, qui relève désormais du régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que le 10 mars 2023, le SDIS a émis un avis favorable concernant les moyens de lutte contre l'incendie prévus par l'exploitant dans son porter à connaissance, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- le réseau incendie devra être capable d'assurer le fonctionnement simultané des canons, rideaux d'eau et poteaux incendie selon les scénarios incendie modifiés à la vue des évolutions apportées au bâtiment de stockage des matériaux combustibles, à la modification du système d'extinction automatique à eau et à la réduction de la réserve d'eau incendie ;
- une proposition de défense extérieure contre l'incendie (DECI) modifiée devra être présentée au SDIS et validée par ce dernier ;

CONSIDÉRANT que, par courriel du 26 avril 2023, le pétitionnaire a apporté des éléments complémentaires relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie, considérés comme satisfaisants par le SDIS dans son courriel du 2 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT le tableau de récolement des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé, transmis par le pétitionnaire par courriel du 14 février 2024, et notamment les demandes de dérogation suivantes :

- le comportement au feu du bâtiment de production ;
- la surface de désenfumage occupant la toiture du bâtiment de production ;

CONSIDÉRANT en outre, que la société a déposé le 6 mai 2021 un précédent dossier de porter à connaissance relatif aux modifications suivantes :

- l'ajout d'un bâtiment de stockage séparé des matériaux combustibles ;
- la modification altimétrique et planimétrique de l'implantation de l'usine ;
- la réorganisation du process dans le bâtiment principal ;
- l'adaptation des modalités de fonctionnement ;
- l'augmentation de l'activité de fabrication de panneaux de plâtre ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ont été actées par lettre du 23 juillet 2021 mais qu'il est nécessaire de mettre à jour certaines dispositions de l'arrêté préfectoral régissant le fonctionnement du site, notamment le tableau des activités et des rubriques de la nomenclature des installations classées :

- le bâtiment de production ne contient pas de stockage de produits combustibles ;
- l'augmentation de la capacité d'activité relevant de la rubrique 2520 (696 t/j à 720 t/j) ;
- un abaissement des caractéristiques de résistance au feu du bâtiment de production ;
- la création d'un bâtiment dédié au stockage des produits et matières combustibles ;

CONSIDÉRANT les observations relevées par le SDIS lors de sa visite du site du 22 avril 2024 :

- rendre accessible le robinet incendie armé (RIA) au sein du bâtiment de stockage ;
- le positionnement du point d'eau incendie au Sud du bâtiment est inadapté ;
- enlever les bennes de stockage positionnées le long de la façade Nord du bâtiment de production ;
- prendre des mesures organisationnelles sur le stationnement des véhicules au Sud du bâtiment administratif afin de faciliter l'intervention des services de secours ;

CONSIDÉRANT de plus, que le SDIS a sollicité auprès du pétitionnaire une étude des flux thermiques pour le bâtiment de production afin de s'assurer que les dispositions constructives, déclarées dans le dossier de 2021, sont adaptées au risque incendie ;

CONSIDÉRANT que l'étude des flux thermiques, sous le rapport n°2024.0020 du 30 septembre 2024 susvisé, indique que :

- le stockage de produits finis est diminué au sein du bâtiment principal ;
- la colle utilisée dans le process de fabrication des plaques de plâtre a un caractère non inflammable selon la fiche de données de sécurité fournie ;
- l'exploitant et le grand port maritime de Marseille (GPMM) vont prendre une convention pour permettre l'intervention des marins-pompiers en cas d'accident sur le site ;

CONSIDÉRANT que, par courriel du 29 janvier 2025, le SDIS émet un avis satisfaisant sur l'étude susmentionnée et précise qu'elle permet :

- d'identifier les phénomènes dangereux (incendie, explosion, jet enflammé...) au sein du bâtiment de production dans sa configuration actuelle ;
- de s'assurer de l'absence d'effets à l'extérieur du site ;
- de s'assurer de l'absence d'effets domino sur les installations voisines ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a confirmé l'absence de changement sur l'analyse du risque de foudre de 2021, suite à la modification de l'installation « silo à amidon », confirmée par le bureau d'études ayant réalisé l'analyse ;

CONSIDÉRANT que le détournement de la roubine ne doit pas entraîner de perturbations de l'alimentation en eaux des zones humides aval, conformément à l'avis de la DDTM du 9 février 2023 ;

CONSIDÉRANT en outre, que sur le volet biodiversité, un inventaire effectué en 2020-2022 a identifié des nouvelles espèces protégées animales par rapport aux inventaires figurant dans le dossier de demande d'autorisation de 2017 ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté dans le porter à connaissance du 25 octobre 2022 entraîne un impact direct sur la faune et la flore implantées au niveau du terrain devant accueillir le stockage de gypse naturel, conduisant la société à proposer des nouvelles mesures de réduction ;

CONSIDÉRANT que dans son courriel du 26 juin 2023, l'exploitant a proposé des mesures complémentaires de compensation et a confirmé son engagement à les mettre en œuvre ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par le maître d'ouvrage en matière de mesures d'atténuation et de compensation des impacts du projet sur la biodiversité et de mesures d'accompagnement et de suivi, tels qu'ils figurent dans le porter à connaissance du 25 octobre 2022 complété ;

CONSIDÉRANT que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation favorable des populations des espèces concernées, sous réserve de la mise en œuvre des nouvelles mesures de réduction et de compensation proposées par le maître d'ouvrage et prescrites dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'elles ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement nécessitant une nouvelle autorisation, mais qu'il y a lieu de les encadrer par un arrêté de prescriptions complémentaires et d'actualiser certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux régissant le fonctionnement du site ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 17 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courrier en date du 31 octobre 2025, complétées par courriels des 6 novembre, 2 et 4 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le flux annuel maximal des installations de combustion est calculé sur la base d'un fonctionnement 24h/24 et 333,3 jours / an, soit 8000 heures (courriel du 2 décembre 2025) ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société KNAUF PLATRES FOS, dont le siège social est situé Z.I.P de Fos-sur-Mer, Caban Sud, route du quai minéralier 13270 Fos-sur-Mer, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite à l'adresse susmentionnée.

L'exploitant gère l'usine de fabrication de plaques de plâtre, y compris le stockage extérieur de gypse, conformément aux dispositions décrites dans le dossier de porter-à-connaissance du 25 octobre 2022 susvisé.

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions des articles 1.1.1, 1.2.1, 1.2.2, 1.2.3, 1.7.1, 2.1.2, 2.7, 3.1.5, 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4.1, 3.2.4.2, 4.2.1, 5.2.5, 5.2.9.1, 5.2.12, 5.2.13, 6.1.2, 9.2.1, 9.2.5, 10.1.1.1, 11.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 susvisé et son annexe 1 sont modifiées et remplacées, ou complétées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions des articles 1.5.1, 1.5.2 et 1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 susvisé sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2019 sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau des rubriques figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 est remplacé par le tableau ci-après :

Rubriques	Libellé de la rubrique	Capacité maximale présente sur site	Régime (*)
2520	Fabrication de ciments, chaux, pâtres La capacité de production étant supérieure à 5t/j	Panneaux de plâtre produits à partir du plâtre fabriqué sur site 720 t/j (30 t/h)	A
2940-2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion : <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs, couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) Supérieure à 100 kg/jour Nota : Le régime de classement est déterminé par rapport à la qualité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 1 ^{re} catégorie (point éclair inférieur à 55 °C) ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 2 ^e catégorie (point éclair supérieur ou égal à 55 °C) ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B/2$.	Application de colle (catégorie B) quantité maximale de produit : 360 kg/j soit : 118 kg_{eq}/j	E
2515-1.b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. Installations utilisant des produits autres que ceux visés par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant :	1 concasseur à 2 rotors 2 x 37 kW 1 broyeur vertical 192 kW 1 concasseur à marteaux 22 kW 1 broyeur à boulets 37 kW 1 broyeur à disque 22 kW	E

	Supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW	1 concasseur à percussion 11 kW 1 broyeur-écraseur 4 x 18,5 kW 1 broyeur à disque 90 kW P_{totale} 522 kW	
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ² (E) 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² (D)	Stockage externe de gypse (matière première) 6 517 m²	D
1530-3	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	Stockage de papier de 1 005 m³	D
2910-A.2	Combustion (installations de) à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 séchoir de 4 brûleurs : 14 MW	D
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2- Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	Stock de palettes 550 m³	NC

2160-1	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>Silos plats d'un volume strictement supérieur à 5 000 m³</p>	<p>Silo d'amidon : 30 m³</p> <p>Stockage d'amidon (big-bag) : 5 m³</p> <p>Stockage de sucre : 14 m³</p> <p>V_{total} : 49 m³</p>	NC
2516	<p>Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents.</p> <p>La capacité de transit étant supérieure à 5 000 m³</p>	<p>Gypse : 2 silos de 700 m³</p> <p>Stuc : 270 + 270 m³</p> <p>BMA : 3 m³ + 25 m³</p> <p>CaCO₃ : 54 t</p> <p>V_{total} en silo : 2 022 m³</p>	NC
2663-2	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>15,5 m³ de films plastiques</p>	NC
2930-1	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</p> <p>a) Supérieure à 5 000 m² (E)</p> <p>b) Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m² (DC)</p>	<p>Atelier maintenance chariots d'environ 250 m²</p>	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>(**)</p>	NC

1185-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006, ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p>	<p>Process Water Cooling : 30 kg</p> <p>BMA Cooling : 9 kg</p> <p>Offices : 40 kg</p> <p>Switch room containers : 35 kg</p> <p>Power supply station : 20 kg</p> <p>Total : 134 kg</p>	NC
--------	--	--	-----------

(*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), NC (non classé).

(**) Informations non diffusables mais communicables conformément à l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 (NOR : TREP2320597J).

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature « IOTA » suivantes :

Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité	Régime (*)
2.1.5.0-2	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :</p> <p>Supérieure ou égale à 20 ha (A) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</p>	<p>Rejet d'eaux pluviales uniquement pour une surface de 5,93 ha</p>	D
3.3.1.0	<p>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant d'une surface supérieure ou égale à 1 ha.</p>	<p>Site implanté sur une zone humide remblayée d'une surface de 3,94 ha env.</p>	A

(*) A (autorisation), D (déclaration).

Article 4 – Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées de la manière suivante :

Commune	Parcelles	Totale (m ²) Source : cadastre.gouv.fr	Concernée par l'emprise ICPE (m ²)
Actuel			
FOS-SUR-MER	AB 82	1 658	1 658
	AB 83	1 447	1 447
	AB 103	112	112
	AB 104	9 175	9 175
	AB 107	42	42
	AB 111	36 625	36 625
	AA 112	16 466	16 466
	AA 116	1 468	1 468
	AA 117	1 632	1 632
	TOTAL (Autorisé)		68 625
	TOTAL (Actuel)		67 157
Extension Stockage de gypse			
FOS-SUR-MER	AA 113	10 317	8 427
	AB 115	106 566	1 291
	Non cadastré		505
	TOTAL Extension Stockage de gypse		10 223
TOTAL			77 380

Article 5 – Consistance des installations autorisées

Le présent article remplace les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018.

Ouvrage	Désignation des activités	Éléments caractéristiques
1 bâtiment principal de 18 860 m ²	1 zone de production de plâtre comprenant 2 silos de stockage de matières premières (gypse) – 700 m ³ chacun	611 m ²
	1 zone de préparation comprenant le stockage de produits semi-finis (2 silos de stuc 270 m ³ chacun, 2 silos de stockage de BMA 25 m ³ + 3 m ³)	752 m ²
	1 zone de stockage d'additifs	634 m ²
	1 silo de stockage de carbonate de calcium 54t	
	1 zone de stockage d'additifs	
	1 silo de stockage d'amidon (silo + big bags) 35 m ³	
	1 zone de stockage de sucre 14m ³	7 404 m ²
	1 ligne de production continue de panneaux de 30 x 10 ⁶ m ² /an	
	1 zone de stockage de produits finis sur palettes	6 000 m ²
	1 zone comprenant les équipements techniques (compresseur, transformateur)	118 m ²
	1 zone de chargement de camions	2 215 m ²

	1 zone de stockage et de lavage des chariots	322 m ²
	1 zone administrative (bureaux, laboratoire, ateliers)	633 m ²
1 bâtiment de stockage de matériaux combustibles	Bobines de papier 1 005 m ³ , palette en bois 550 m ³ , films plastiques 15,5 m ³	862 m ²
1 aire de stockage et de reprise de gypse naturel	Zone de stockage de gypse à ciel ouvert	6 517 m ²
	1 aire de reprise et manutention du gypse naturel	
1 zone de parking camions		
1 aire de parking véhicules légers		
3 bassins de collecte des eaux pluviales	Bassins interconnectés de 765 m ³ , 1 195 m ³ , 685 m ³	5 745 m ²
1 réserve d'eau	Destinée à l'alimentation du réseau de sprinklers	350 m ³
1 bâtiment d'accueil		164 m ²

Le gypse sera stocké sous forme de « cailloux ». Le périmètre de ce stockage sera délimité par des murs autoporteurs constitués d'éléments de type « lego » qui assureront la stabilité du stockage.

Aucun stockage n'est réalisé le long de la façade Nord du bâtiment de production.

Le plan des installations est joint en annexe du présent arrêté.

Article 6 – Réglementation

Article 6.1 – Réglementation applicable

L'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 est complété des dispositions suivantes. L'établissement est tenu de respecter :

- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ».

Article 6.2 – Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce l'activité suivante, listée au tableau de l'annexe de l'article R.229-5-II du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Séchage ou calcination du gypse ou production de plaques de plâtre et d'autres produits à base de gypse, avec une capacité de production de gypse calciné ou de gypse secondaire sec supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone

À compter du 1^{er} janvier 2024, cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la directive 2003/87/CE.

Article 7 – Récapitulatif des documents à transmettre

Les dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont complétées de la façon suivante :

L'exploitant transmet :

- le rapport relatif au diagnostic initial des sols réalisé sur l'extension accueillant le stockage de gypse susmentionné ;
- le rapport du suivi des travaux du détournement de la roubine.

Ces éléments sont transmis à l'inspection de l'environnement avant la mise en service de l'aire de stockage.

Article 8 – Émissions diffuses et envois de poussières

Les dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont complétées par les mesures suivantes concernant le stockage extérieur de gypse.

L'exploitant dispose, au niveau du stockage de gypse :

- d'un anémomètre de type girouette dont la mesure est reportée au poste de contrôle des installations ;
- d'un système de canons à eau, montés en mât, pour l'arrosage du tas de gypse, et asservi à la vitesse du vent ;
- d'une distribution d'adjuvants, connectée aux canons et permettant la formation d'une croûte en surface du tas.

En l'absence de pluviométrie, l'exploitant met en place des dispositions particulières définies dans les consignes d'exploitation lorsque la vitesse du vent dépasse 50 km/h pour des vents Sud/Sud-Ouest (direction comprise entre 220 et 260°) et des vents Nord/Nord-Est (direction comprise entre 50 et 75°).

Les canons sont vérifiés périodiquement, a minima à une fréquence annuelle. L'exploitant tient à disposition des services de l'inspection, un registre où sont consignées ces vérifications ainsi que les périodes de fonctionnement.

Article 9 – Dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens et d'habitats d'espèces animales et végétales protégées – article L.411-1 du code de l'environnement

Article 9.1 – Nature de la dérogation

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 portant prescriptions complémentaires au titre des espèces et habitats protégés à l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 susvisé, est modifié comme suit :

Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019, la dérogation porte, conformément aux formulaires CERFA susvisés, sur :

Nom scientifique Nom commun	Description des impacts	
Flore		
La Saladelle de Girard (Limonium girardianum)	Destruction de 0,32 ha d'habitat	Destruction d'environ 1 567 individus
Amphibiens		
Pélodyte ponctué (Pelodytes punctatus)	Destruction définitive d'environ 1000 m² d'habitats de reproduction et 6,6 ha d'habitats terrestres	Destruction potentielle de moins de 5 individus.
Crapaud calamite (Bufo calamita)		Destruction potentielle de moins de 5 individus.
Rainette méridionale (Hyla meridionalis)		Destruction potentielle de moins de 5 individus
Crapaud épineux (Bufo spinosus)		Destruction potentielle de moins de 5 individus
Complexe Grenouille de Pérez*/ Grenouille de Graf (Pelophylax perezi/P. kl. grafi)	Destruction de 1,1 ha d'habitat terrestre	Destruction potentielle de moins de 5 individus
Reptiles		
Couleuvre vipérine (Natrix maura)	Destruction de 1,1 ha d'habitat	Destruction potentielle de moins de 5 individus
Lézard des murailles (Podarcis muralis)		
Tarente de Maurétanie (Tarentola mauritanica)		
Couleuvre à échelons (Zamenis scalaris)	Destruction de 6,6 ha d'habitat	
Oiseaux		
Cochevis huppé (Galerida cristata)	Destruction de 6,6 ha d'habitat dont 1,1 servent conjointement l'alimentation à la nidification	Pas de destruction d'individus / Dérangement d'individus
Cisticole des joncs (Cisticola juncidis)		
Faucon crécerelle (Falco tinnunculus)		
Milan noir (Milvus migrans)		
Bouscarle de Cetti, du Rossignol philomèle, du Moineau domestique et de la Fauvette mélanocéphale		

Nom scientifique Nom commun	Description des impacts	
Mammifères		
Pipistrelle pygmée (Pipistrellus pygmaeus)	Destruction de 1,1 ha d'habitat de nidification et d'alimentation	Dérangement d'individus
Pipistrelle de Kuhl (Pipistrellus kuhlii)		
Pipistrelle commune (Pipistrellus pipistrellus)		
Sérotine commune (Eptesicus serotinus)		
Vespère de Savi (Hypsugo savii)		
Noctule de Leisler (Nyctalus leisleri)		

Les atteintes aux espèces et habitats concernés seront exclusivement effectuées dans le cadre du chantier de l'aménagement visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019.

Article 9.2 – Mesures de réduction

Le présent article complète les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 ainsi que les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2019.

- **Mesure R1** : adaptation du calendrier de démarrage des travaux à la phénologie des espèces

La mesure vise à réduire le risque de destruction d'individus en choisissant de démarrer les travaux entre la mi-septembre et la fin février.

- **Mesure R2** : limitation et adaptation de l'éclairage – évitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris

Une utilisation ponctuelle peut être tolérée, en respectant l'arrêté ministériel sur la prévention, la réduction et la limitation des nuisances lumineuses du 27 décembre 2018 qui prescrit notamment les obligations suivantes :

- éviter ou minimiser l'éclairage près des zones boisées et autour des espaces naturels ;
- installer des minuteurs ou des systèmes de déclenchement automatiques pour assurer une obscurité quasi-totale au Sud du corridor. Si cela n'est pas faisable, il faut suivre l'arrêté, qui préconise d'allumer les lumières au plus tôt au coucher du soleil et de les éteindre une heure après la fin de l'activité économique, avec un rallumage à 7 h ;
- l'éclairage doit être orienté vers le bas avec un pourcentage de flux lumineux émis sous l'horizontale, conformément aux spécifications techniques détaillées ;
- l'utilisation d'éclairages halogènes est interdite au profit des lumières au sodium à basse pression ou, si nécessaire, à haute pression, avec une température de couleur chaude.

- Mesure R3 : Adaptation des berges de la roubine en faveur des amphibiens

La mesure vise à adapter les berges de la roubine pour faciliter l'accès des amphibiens, tels que le crapaud calamite, la rainette méridionale et les grenouilles du genre Pelophylax, à leur zone de reproduction. Pour ce faire, il est nécessaire de modeler les berges avec une pente douce lors de travaux de recalibrage de la roubine.

Article 9.3 – Mesure de compensation

Le présent article complète les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 ainsi que les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2019.

Le pétitionnaire devra mettre en œuvre une mesure compensatoire supplémentaire, qui consiste en l'acquisition et la rétrocession de 0,5 hectare supplémentaire de terrains tels que les sansouïres, les prés salés, ou les lagunes, en plus des 3 hectares initialement prévus. Cette action doit être réalisée avant le 30 septembre 2026. Tout retard dans l'exécution de cette mesure entraînera une augmentation des surfaces à compenser afin de prendre en compte les pertes intermédiaires.

Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 portant prescriptions complémentaires au titre des espèces et habitats protégés à l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018, relatif à l'exploitation d'une installation de fabrication de plaques de plâtre par la société BUILDING MATERIALS GROUP (BMG), sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, dispose que :

« 3.2. Mesures compensatoires en faveur de la biodiversité [pages 63-76 du dossier technique et complément à l'avis du conseil national de la protection de la nature]

Considérant l'impact résiduel sur les espèces végétales et animales protégées et sur leurs habitats, les mesures compensatoires suivantes devront être strictement mises en œuvre :

Mesure C1 : achat et rétrocession de parcelles compensatoires

Sécurisation et mise en gestion de 3 ha de sansouïres, de prés salés ou de lagunes sur une durée de 30 ans par le conservatoire du littoral.

Mesure C2 : aménagement des bassins en faveur des amphibiens

Création de 4 000 m² de zone de reproduction pour le cortège batrachologique local. Dans le cadre de cette mesure, des aménagements légers favorables aux amphibiens seront réalisés en milieu terrestre, à proximité immédiate du bassin, d'une superficie 0,24 ha, en vue de permettre les différentes étapes du cycle biphasique des espèces. »

Article 9.4 – Mesure d'accompagnement

Mesure A1 : transplantation des pieds de saladelles

La mesure vise à réaliser une transplantation des pieds de saladelles, spécifiquement la saladelle de Girard et la saladelle dure, pour réduire l'impact des travaux de construction sur ces espèces. Près de 70 pieds de saladelle de Girard et 670 pieds de saladelle dure sont concernés, couvrant respectivement 0,03 ha et 1,1 ha d'habitat. La transplantation diffère selon la composition du sol :

- pour la saladelle de Girard, dans des zones où le sol est meuble, la transplantation sera réalisée manuellement peu de temps avant les travaux. Les pieds seront temporairement stockés puis réimplantés le même jour dans un site d'accueil proche, afin de minimiser le risque de dépérissement.

- dans les zones au sol compact, affectant principalement la salade dure, une transplantation mécanique est envisagée. Des plaques de sol d'environ 20 à 30 cm d'épaisseur seront déplacées à l'aide d'une mini-pelle peu avant les travaux, et réinstallées dans le même site d'accueil adapté aux moyens mécaniques.

Le site d'accueil pour ces transplantations est une zone d'évitement située à environ 450 m à l'Ouest de la zone de projet, identifiée dans le cadre du projet « DRUM ».

L'objectif de performance est d'atteindre une efficacité notable pour la salade de Girard et la salade dure avec un taux de reprise entre 80 et 92 %.

Mesure A2 : Opération de sauvetage des amphibiens en phase terrestre

La mesure vise à mettre en place une opération de sauvetage spécifiquement destinée aux amphibiens en phase terrestre, tels que le crapaud calamite, la rainette méridionale, et les grenouilles du genre pelophylax, pour prévenir leur destruction avant le début des travaux de construction ou d'aménagement. Cette opération consiste en une nuit de prospection organisée juste avant le démarrage des travaux, avec pour but de capturer et sauver les individus présents sur le site. Un écologue spécialisé en herpétologie/batrachologie devra réaliser cette opération. Les amphibiens capturés seront temporairement gardés puis relâchés dans une zone d'évitement, la même que celle utilisée pour la transplantation des salades, assurant ainsi leur sécurité et la continuité de leur cycle de vie.

Article 9.5 – Modifications ou adaptations des mesures

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté sont validés conjointement par le bénéficiaire et l'État. Il en est de même pour toute modification éventuelle des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.

Article 9.6 – Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés au projet visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019, dans la limite de 4 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 10 – Prévention de la pollution atmosphérique – Conditions de rejet

Article 10.1 – Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions du présent article :

N°du conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
E3 (conduit n°2)	Échangeur de chaleur	7,1 + 2,7 + 2,7 + 1,5 = 14 MW	Gaz naturel
E7	Installation PST (« post stucco-traitement »)	0,25 MW	
G2 (conduit n°3)	Filtres calcination	11,5 MW	
N1 (conduit n°4)	Installation Nealit	0,25 MW	

Article 10.2 – Conditions générales de rejet

Le tableau ci-dessous remplace le tableau de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

N°du conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit Nominal (Nm ³ /h)	Vitesse nominale d'éjection (m/s)
E3 (conduit n°2)	Échangeur de chaleur	17	1,6	39200	11,1
E7	Installation PST (« post stucco-traitement »)	37	0,315	6700	12,8
G2 (conduit n°3)	Filtres calcination	37	1,25	26400	13,6
N1 (conduit n°4)	Installation Nealit	37	0,4	5100	13,7
G1	Dépoussiérage : silo de matières premières et silo de recyclage	37	0,8	50900	30,2
G3	Refroidisseur et convoyage	37	1,25	40700	11,4
E1	Dépoussiérage (station de préparation)	37	0,63	14300	13,6
E2 (conduit n°1)	Pré-zone	17	1,25	42300	12,3
E4	Zone de refroidissement 1	17	1,4	48300	10,4
E5	Zone de refroidissement 2	17	1,4	48300	10,4
E6	Dépoussiérage	15	0,5	7600	11,5
E8	Dépoussiérage Scie	15	0,315	3100	12,1
W1	Dépoussiérage : recyclage déchets humides	17	0,6	11200	11,8

Article 10.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / valeurs limites des flux de polluants rejetés

Article 10.3.1 – Valeurs limites de rejets des installations de combustion et de séchage

Le tableau ci-dessous remplace le tableau de l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

N°du conduit	Émissions			
	Paramètre	VLE (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)
E3 (conduit n°2)	Poussières	15	0,59	4,704
	SO ₂	35	1,37	10,976
	NOx	300	11,76	94,08
	CO	225	8,82	70,56
	COVM	50	1,96	15,68
G2 (conduit n°3)	Poussières	15	0,4	3,168
	SO ₂	35	0,92	7,392
	NOx	300	7,92	63,36
	CO	225	5,94	47,52
	COVM	50	1,32	10,56

G1	Poussières	20	1,02	8,14
G3	Poussières	20	0,81	6,51
E1	Poussières	20	0,29	2,29
E2 (conduit n°1)	Poussières	20	0,85	6,77
E4	Poussières	20	0,97	7,73
E5	Poussières	20	0,97	7,73
E6	Poussières	20	0,15	1,22
E8	Poussières	20	0,06	0,5
W1	Poussières	20	0,22	1,79

La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Article 10.3.2 – Valeurs limites de rejets des installations de dépoussiérage

Le tableau ci-dessous remplace le tableau de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

Paramètre	VLE	Rejet 1	Rejet 2	Rejet 3
	(mg/Nm ³)	t/an	t/an	t/an
Poussières (y compris poussières fines)	20	4,5	3,4	3,2

Article 11 – Origine des approvisionnements d'eau

Le présent article annule et remplace les quantités autorisées en eau potable, fixée à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)*	Débit maximal total journalier (m ³ /j)
Réseau d'eau potable GPM	2145	6,5

* Le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

Article 12 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 12.1 – Identification des effluents

Les dispositions de l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants au moyen de réseaux séparatifs :

- les eaux sanitaires dirigées vers une fosse septique en l'absence de réseau d'assainissement communal à proximité ;
- les eaux pluviales propres (eaux de toitures...) qui peuvent être rejetées directement au milieu naturel ;

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement de voirie, eaux d'incendie...) collectées dans 3 bassins étanches d'un volume respectif de 765 m³, 1 195 m³ et 685 m³, situés respectivement au Nord, au Sud et à l'Ouest du site ;
- les eaux polluées (eaux de procédés).

Ces divers réseaux d'eau sont collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018.

Article 12.2 – Gestion des eaux d'extinction d'incendie

Les dispositions relatives au point de rejet n°3 de l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées ainsi :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 Eaux d'extinction d'incendie
Nature des effluents	Alimentation par le réseau incendie du GPMM Extinction d'un incendie
Exutoire du rejet	Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées, analysées. Le rejet en milieu naturel des eaux d'extinction est soumis à validation des services de l'inspection.

Article 12.3 – Rejets dans le milieu naturel

Les dispositions de l'article 5.2.9.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont modifiées de la façon suivante :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, définies ci-dessous.

Les références du rejet vers le milieu récepteur sont celles prévues à l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 susvisé.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°5 Eaux pluviales polluées	
		Concentration maximale * (mg/l)	Flux journalier (kg/j)
MES	1305	35	6,4
DCO	1314	90	6
DBO ₅	1313	30	0,9
Hydrocarbures	7009	5	0,15

* La concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée représentative). La concentration maximale peut être fixée au maximum au double de la concentration moyenne journalière (article 21 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998).

Article 12.4 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Le présent article modifie les dispositions de l'article 5.2.12 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

Les eaux pluviales polluées sont collectées dans 3 bassins étanches. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par l'article 5.2.9.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 12.5 – Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Le présent article modifie les dispositions de l'article 5.2.13 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 :

La superficie des surfaces imperméabilisées susceptibles d'apporter une pollution des eaux de ruissellement est de 4,78 ha.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 20 l/s/ha, soit 344 m³/h.

Article 12.6 – Détournement de la roubine

Le détournement de la roubine est réalisé conformément au dossier de porter-à-connaissance susvisé. L'opération est réalisée sans perturbation de l'alimentation en eaux des zones humides situées en aval.

L'exploitant transmet un rapport de suivi des travaux dans le mois qui suit la fin des travaux.

Article 13 – Séparation des déchets

L'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 est modifié suite à l'évolution du code de l'environnement.

L'exploitant opère une séparation et un traitement des déchets qui respecte les dispositions réglementaires prévues par le code de l'environnement, notamment dans ses articles R.543-1 à D.543-370. Conformément à la réglementation, il reste responsable des déchets, en tant que producteur, jusqu'à leur élimination finale dans les filières adaptées et assure leur traçabilité au cours de ces étapes.

Article 14 – Dispositions constructives : comportement au feu

Les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le bâtiment de production ne contient aucun matériau ou produit combustible, en dehors des quantités liées à la production en cours. Il intègre également les locaux administratifs et sociaux. Les murs sont constitués d'un bardage métallique simple peau et la toiture métallique est Broof (T3).

Le bâtiment de stockage des matériaux combustibles dispose de parois extérieures REI30.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

La tenue au feu des portes séparatives est identique à celle du mur sur lequel elles sont localisées.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 15 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 13 novembre 2018 ;
- d'un dispositif d'extinction par sprinklage « ESFR », alimenté par sa propre réserve d'eau (350 m³) pour le bâtiment de stockage des bobines et matériaux combustibles, dont le fonctionnement en cas de coupure de courant est maintenu par une pompe alimentée en diesel ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur ;
- un réseau de poteaux incendie est implanté de telle sorte que chaque zone à risque telle que définie à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 13 novembre 2018, soit couverte par un hydrant situé à moins de 100 m ;
- le réseau incendie (boucle permettant d'alimenter simultanément 8 poteaux incendie) délivre un débit minimal de 600 m³/h, obtenu à partir de 5 poteaux incendie en fonctionnement simultané (8 poteaux incendie présents sur site). Cette boucle est alimentée en 2 points par le réseau d'eau incendie du GPMM (débit 24 h/24 ; pression de 2,5 bars ± 0,5 bar) ;
- les poteaux incendie respectent un débit minimal de 120 m³/h ;
- le plan d'implantation des poteaux incendie est soumis à l'avis préalable des sapeurs pompiers de Fos-sur-Mer ;
- un essai du réseau incendie est réalisé en présence des sapeurs-pompiers de Fos-sur-Mer avant mise en service des installations ;
- de robinets incendie armés (RIA), en DN33 et lance de 30 m de long, mis en place dans les locaux de manière à ce que tout point du bâtiment soit accessible par 2 jets de lance. Les RIA sont disposés préférentiellement à proximité des issues de secours. Certains sont équipés d'un pré-mélangeur à mousse et lance à mousse.

Article 16 – Comportement au feu du bâtiment abritant l'atelier d'application des colles

Les dispositions de l'article 10.1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont remplacées de la façon suivante :

La phrase « *Le bâtiment abritant l'atelier d'application des colles répond aux dispositions constructives définies au 1 de l'article 9.2.1 du présent arrêté* » est remplacée par :

Le bâtiment de production intégrant l'atelier d'application des colles répond aux dispositions constructives prévues à l'article 14 du présent arrêté.

Article 17 – Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les dispositions du présent article complètent les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018.

Les rejets canalisés à analyser selon les modalités prévues à l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-160-A du 13 novembre 2018 sont ceux définis à l'article 10.3.1 du présent arrêté.

Article 18 – Pollution des sols

L'exploitant réalise, conformément à son dossier de porter-à-connaissance, un diagnostic initial de pollution des sols sur l'extension accueillant le stockage de gypse naturel.

Article 19

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- rendre accessible le RIA au sein du bâtiment de stockage ;
- modifier le positionnement du point d'eau incendie au Sud du bâtiment, avec validation du SDIS ;
- enlever les bennes de stockage positionnées le long de la façade Nord du bâtiment de production ;
- prendre des mesures organisationnelles, et les faire valider par le SDIS, concernant le stationnement des véhicules au Sud du bâtiment administratif afin de faciliter l'intervention des services de secours ;
- établir une convention avec le GPMM, pour permettre l'accès au bataillon des marins-pompiers de Marseille en cas d'accident sur le site.

Article 20 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fos-sur-Mer et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 21 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 22 – Exécution

-Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
-Le sous-préfet d'Istres,
-Le maire de Fos-sur-Mer,
-Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
-Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
-Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe de l'arrêté n°2025-260-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société
KNAUF PLATRES FOS (ex BUILDING MATERIALS GROUP) dans le cadre de l'exploitation de son
usine de fabrication de plaques de plâtre de Fos-sur-Mer du

18 DEC. 2025

Annexe 1 : plan des installations



Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe
Marie-Pervenche PLAZA

